

Bulletin d'histoire politique

Comment perdre en terrain favorable

Charles Castonguay



Volume 4, numéro 3, printemps 1996

Bilan du référendum de 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063545ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063545ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Castonguay, C. (1996). Comment perdre en terrain favorable. *Bulletin d'histoire politique*, 4(3), 27–28. <https://doi.org/10.7202/1063545ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Cet document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

COMMENT PERDRE EN TERRAIN FAVORABLE

Charles Castonguay

Université d'Ottawa

Les souverainistes ont perdu le débat linguistique longtemps avant le référendum. Une fois passées les tergiversations de Robert Bourassa sur l'affichage, le bon ton a voulu que tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes. On dénonce comme raciste quiconque ose signaler que le poids des francophones va reculer au Québec, notamment à Montréal. On traite de bonhomme sept heures celui qui relève que la population francophone au Canada anglais est en voie de disparition. À Ottawa comme à Québec, les futurs protagonistes du Oui ont accepté que la rectitude politique balise ainsi la question linguistique. Une fois les réflexes culpabilisants bien inculqués, le camp du Non a eu beau jeu de répéter que l'avenir du français est assuré au Québec, sinon ailleurs au Canada, et qu'il serait par conséquent inutile de voter Oui pour cette raison. Jusqu'au manifeste des intellectuels pour la souveraineté, qui nous assure, en guise d'«argument linguistique», que «la survie du fait français est aujourd'hui acquise au Québec». Avec pareils ennemis, le Non n'a pas besoin d'amis!

L'impression de sécurité étant à ce point intériorisée, le Non pouvait pousser plus loin en campagne référendaire. Début octobre, Julius Grey, fin marchandeur, susurre dans *La Presse* que «les préoccupations linguistiques ne suffisent plus pour justifier la souveraineté... à moins [par exemple] d'une chute dramatique du pourcentage des francophones à Montréal». Or la chute est déjà amorcée et lorsqu'elle sera suffisamment dramatique pour M^c Grey, il sera devenu pratiquement impossible de dégager une majorité pour le Oui. Mi-octobre, Jacques Henripin et Jack Jedwab enchaînent: ils prétendent dans le même journal que le pourcentage de francophones dans la région de Montréal et même dans l'ensemble du Québec continue à augmenter. Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose. Et à deux semaines du vote, les ténors du Oui demeurent imperturbablement «corrects». Enfin, dans la troisième semaine d'octobre, la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) cherche à mousser un

malheureux «Pouf! les francophones» en un nouveau mouvement des Yvettes. Son président affirme au *Midi 15* (radio de Radio-Canada) que la loi canadienne des langues officielles a fait reculer le taux d'assimilation des francophones hors Québec, sans que l'animateur remette les pendules à l'heure. Comme s'il pouvait y avoir «débat» aussi sur la tendance de l'assimilation au Canada anglais! Belle réussite pour la politique canadienne de bilinguisme: les leaders des minorités francophones se trouvent aliénés au point de ne pouvoir décrire honnêtement aux électeurs québécois la condition réelle de leurs communautés.

Si le Parti québécois s'était employé à donner l'heure juste sur la situation linguistique pendant ses années d'opposition, et si le Bloc québécois avait régulièrement fait de même à Ottawa, pareilles interventions mensongères dans le dernier droit auraient été impossibles, l'électeur étant adéquatement renseigné sur la réalité. Mais l'acceptation des contraintes de la rectitude politique en matière de langue, telle que définie par les fédéralistes, a laissé le champ libre à la désinformation.

La pérennité de l'aventure francophone en Amérique se trouve pourtant au cœur du nationalisme québécois et du projet souverainiste. Et les faits sont là: déclin rapide et continu du poids des francophones et du Québec dans le Canada; urgence de remplacer l'anglais par le français comme langue d'assimilation au Québec, afin de compenser au moins partiellement la sous-fécondité; disparition tendancielle dans laquelle se trouvent inextricablement engagées les minorités francophones du Canada anglais. Autant de réalités qui demeurent de puissants arguments mobilisateurs pour une adhésion plus large des francophones au Oui. Qu'on en parle au plus vite, et longuement et sereinement pour que le couvercle de l'autocensure ne saute pas encore une fois de façon disgracieuse au soir d'une autre défaite.